

Aux racines de la kleptocratie ukrainienne

Economistes et sociologues cherchent des origines à la révolution dans la transition postsoviétique

P our comprendre la révolution qui a balayé Viktor Ianoukovitch en Ukraine, les publications sur l'état social et économique des pays issus de la transition postsoviétique fournissent un éclairage utile. Laïla Porras, chercheuse associée au Centre d'études des modes d'industrialisation (CEMI-EHESS), vient de publier une analyse comparative sur les inégalités de revenus et la pauvreté dans les différents pays concernés. Ceux-ci ont en effet connu, dans les années qui ont suivi la chute du communisme, la plus forte hausse des inégalités jamais mesurée dans l'histoire, bien au-delà de l'alignement sur la logique de marché qui veut que les différences de salaires reflètent les différences de productivité.

L'Ukraine en a fourni un exemple extrême. Dans les sept années qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique, le revenu réel par habitant a chuté de 62% en Ukraine, bien plus encore qu'en Russie (-42% en cinq ans). En Europe centrale, quoique extrêmement brutale, la baisse des revenus a été généralement moindre et plus courte, notamment chez le voisin polonais (-26% sur cinq ans).

Bénéficiant de meilleures politiques économiques, d'une plus grande stabilité et de la proximité avec l'Union européenne (UE), les pays d'Europe centrale ont amorcé ensuite leur redressement. La Russie, elle, a rebondi à partir de 1999, après une sévère crise financière. En Ukraine, rien de tel. « Elle n'a pas connu l'équivalent de la reprise russe de 1999 à 2007, dont les performances sont évidemment liées au pétrole et au gaz, mais aussi à l'émergence d'une partie moderne de l'économie comme dans les télécommunications », souligne Wladimir Andreff, professeur émérite d'économie à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne.

La vie quotidienne ne s'est pas améliorée à Kiev, provoquant une première révolution, dite « orange », en 2004, dont les résultats ont tourné court. « La situation économique et politique n'a jamais été stabilisée », poursuit M. Andreff. Or, c'est le terrain sur lequel prospèrent les oligarques », qui ont gardé un contrôle prédateur de l'économie du pays.

« Les facteurs économiques et sociaux expliquent en premier lieu la révolte ukrainienne », souligne Céline Bayou, analyste et rédactrice à la Documentation française pour la revue en ligne *P@ges Europe* et le bimestriel *Questions internationales*. En parité de pouvoir d'achat, le produit intérieur brut (PIB) par habitant n'y atteint que le quart de la moyenne des 28 pays de l'Union européenne, contre 56% en Russie et 67% en Pologne.

« En Russie, les salaires sont payés, il n'y a plus de coupures de chauffage ou d'électricité. Vladimir Poutine a fait émerger une classe moyenne et moyenne supérieure suffisamment importante pour que les gens soient moins enclins à descendre dans la rue. Les revendications politiques peuvent

donc rester contenues à des milieux intellectuels. C'est peut-être la principale différence avec l'Ukraine », explique M^{me} Bayou.

La transition des économies postsocialistes a pris des contours différents dans chaque pays selon le degré de prédation et de corruption lors des privatisations, les modalités de construction d'un Etat de droit ou les relations avec les pays de l'ancien bloc soviétique ou occidentaux.

Les recommandations des institutions internationales prônant une privatisation massive ont ouvert la voie à une captation prédatrice en faveur des anciens hiérarques communistes

Wladimir Andreff, ancien conseiller dans le domaine des privatisations pour plusieurs gouvernements de la région, souligne que les recommandations des institutions internationales – Fonds monétaire international et Banque mondiale – prônant une privatisation massive et rapide ont ouvert la voie à une captation prédatrice en faveur des anciens hiérarques communistes, que ce soit par le rachat d'entreprises par leurs dirigeants, la distribution à la population de coupons vite rachetés à prix cassés par des hommes d'affaires peu scrupuleux, le rachat de créances converties en actions à des prix décotés, l'entente sur la manipula-

tion du prix des actifs, les transactions par le biais de paradis fiscaux...

Pour Wladimir Andreff, il aurait été plus judicieux de privatiser la gestion de ces entreprises, et d'en transférer ensuite la propriété à des prix de marché transparents. Et si la Pologne s'en est mieux sortie, c'est aussi parce qu'elle a, dès 1992, modifié le processus de privatisation pour mettre fin à de telles pratiques.

Céline Bayou ajoute que les prescriptions occidentales sur la réduction de la dette et la refonte du marché du travail ont, en pleine dépression économique, ajouté aux inégalités.

La transition postsoviétique, montre Wladimir Andreff, s'est soldée par un processus d'enrichissement relatif de quelques-uns et la transformation en système de pratiques de prédation et de fraude. Ce détournement du capitalisme en « cupidisme », selon son expression, a eu des prolongements au-delà de l'ex-URSS, car des acteurs occidentaux sont venus participer à la fête et y ont pris goût, avant de s'en inspirer à la faveur de la dérégulation de la finance dans les pays occidentaux.

De même que le système communiste portait en son sein une économie parallèle, le capitalisme dévoyé a mis en place, à l'Est comme à l'Ouest, un secteur d'importation systémique basé sur la manipulation du prix des actifs (comptes truqués d'Enron, scandale du Libor, etc.), les fraudes bancaires (subprimes) et la finance de l'ombre, avec un recours croissant aux centres offshore. Le « cupidisme » issu de la transformation postsoviétique, forme kleptocratique du capitalisme, est devenu un phénomène mondial. ■

ADRIEN DE TRICORNOT

J INÉGALITÉS DE REVENUS ET PAUVRETÉ DANS LA TRANSFORMATION POST-SOCIALISTE Laïla Porras, L'Harmattan, 2013 « UNE TRANSITION ÉCONOMIQUE INATTENDUE : VERS LE "CUPIDALISME" ? » Wladimir Andreff, *Research in Political Economy*, n°28 (2013), pages 1-48 (en anglais)



LE LIVRE

L'entreprise, cette communauté



Nos villages urbains, plus que les quartiers, ce sont les milieux professionnels et organisationnels qui les constituent ! », écrivait Renaud Sainsaulieu en 1977 dans la première édition de *L'Identité au travail*. Comme un village, l'entreprise est en effet devenue un lieu de production et d'apprentissage culturel, expliquait le sociologue, décédé en 2002, dans son célèbre essai réédité cette année, pour la quatrième fois. Car son propos, tenu dans le contexte économique de la fin des « trente glorieuses », n'a rien perdu de son actualité.

Menant enquêtes, questionnaires et tests dans des entreprises, s'immergeant en usine durant six mois, l'auteur de cette somme de 600 pages qui se lit comme un roman – de sociologie – comprend, raconte et explique le rôle de socialisation de l'entreprise, autrement dit les effets culturels de l'organisation sur ses collaborateurs.

Relations de travail, négociation, évolution professionnelle, encadrement, reconnaissance sociale, le grand théoricien de la sociologie des organisations décortique la construction de l'identité au travail. Il explique comment se forge au sein de l'entreprise une identité commune malgré des origines sociales différentes et, surtout, il décrit ce qui soude le collectif et la façon dont s'articulent les relations entre les acteurs.

Bible pour sociologues

Cette quatrième édition, enrichie d'une préface du sociologue Norbert Alter, redonne les clés pour bien « vivre la collectivité » et comprendre l'évolution des relations de travail lors des reconversions technologiques, par exemple. Quoi de plus actuel que la transformation des organisations liées aux nouvelles technologies !

Dans l'exemple de Renaud Sainsaulieu, pourtant daté des années 1970, des ouvriers ayant la même ancienneté et la même compétence changent la nature de leurs relations avec leurs collaborateurs selon qu'ils sont poussés vers la déqualification ou vers la formation à un nouveau métier. Cette divergence, qui aurait pu apparaître comme une menace de la cohésion sociale et mettre en échec la dynamique du changement, est compensée par une « solidarité démocratique » liée à « l'existence antérieure de relations d'échanges et d'ouverture entre individus hautement compétents », écrivait Renaud Sainsaulieu. Sa conclusion : cette dynamique des relations interpersonnelles souligne l'importance toujours présente de l'expérience du métier comme source de pouvoir, de relations et d'actions pour le groupe ouvrier. Comme pour les agents des services et du travail intellectuel aujourd'hui.

A travers cette analyse, le sociologue s'intéresse aux processus sociaux qui permettent de produire plus de démocratie dans l'entreprise. Cette bible pour sociologues est un gisement d'idées pour les directions de ressources humaines en prise avec la fameuse « conduite du changement ». ■ ANNE RODIER

L'Identité au travail. Les effets culturels de l'organisation, Renaud Sainsaulieu, quatrième édition, collection « Références », Les Presses de Sciences Po, 608 pages, 25 euros.

À LIRE AUSSI

Sortir de la crise « par le haut »

Ces extraits de discours permettent de comprendre comment Franklin D. Roosevelt, président des États-Unis de 1933 à 1945, a mis en œuvre le New Deal pour relancer l'économie et combattre la pauvreté.

Comment j'ai vaincu la crise, Franklin D. Roosevelt, *Les Petits Matins*, 112 pages, 5 euros.

L'ÉCO DE LA TOILE

Des ressources pour réinventer l'économie

Face à la crise et à ses ravages, l'économie sociale et solidaire (ESS) joue un rôle de pionnier pour inventer de nouveaux modèles de développement économique : consommation responsable, développement durable, économie collaborative ou circulaire, insertion par l'activité économique, finance solidaire, crowdfunding (financement participatif), santé, logement, nouvelles technologies, services à la personne... Ce secteur a son think tank, le Labo de l'ESS, un centre de réflexion créé en 2009 et présidé par Claude Alphandéry.

Son site Web permet de faire connaître les initiatives et les acteurs du secteur. Il offre aussi de nombreuses ressources pour s'informer, proposer et échanger. Pôles territoriaux de coopération économique, nouveaux modes de financement, circuits courts : avec des publications pédagogiques, des avis d'économistes, des tribunes des différents acteurs ou encore de la mise en valeur d'une série d'initiatives « exemplaires », on a de quoi se familiariser avec cette économie à contre-courant, qui repose davantage sur la coopération que sur la compétition. On peut toucher du doigt la volonté de ce secteur de démocratiser l'activité économique et de faire appel à toutes les idées par le biais des « États généraux » lancés en juin 2011, qui ont permis de recueillir des idées rassemblées dans près de 400 *Cahiers d'espérance*. L'objectif est de passer de l'indignation à l'action et de faire changer d'échelle l'ESS. On y trouvera également un agenda des événements et rencontres du secteur, les liens vers tous les réseaux qui structurent l'ESS. ■ A. DE T.

<http://www.labolo-ess.org/>

Les émergents sont aussi des pays agricoles

Lectures étrangères Un économiste indien prône une voie spécifique pour les paysanneries

L'émergence durable d'un pays serait le résultat de la diversification de son économie nationale, que celle-ci soit accélérée ou ralentie, selon les périodes et secteurs, par les flux entrants ou sortants de capitaux étrangers, l'existence ou non de réserves de devises. Certes. Mais un grand livre concis, *The Future of Indian Agriculture* (National Book Trust, 2013), nous rappelle que l'agriculture concerne encore aujourd'hui la masse des populations actives de nombre de pays en émergence.

Son auteur, l'économiste et compagnon de route du Parti du Congrès Yoginder Alagh, l'a voulu accessible au plus grand nombre : il ne coûte que 90 roupies (1,06 euro).

Ses quarante ans d'expérience de conseiller économique y sont retracés, depuis 1974, quand il mettait en place la partie économique de la « révolution verte ». Le message récurrent : diversification de la demande, des ressources (formation, gestion des sols et de l'eau), des technologies

(intrants chimiques et naturels) et de l'organisation agricole (taille, commercialisation), selon les conditions socio-économiques. Chiffres et exemples à l'appui.

« Indépendance alimentaire »

L'économiste plaide pour une idée-clé : des prix de soutien sur les produits de base – à la vente pour le producteur, à l'achat pour le consommateur – sont indispensables pour stabiliser la demande domestique de filières considérées par la population comme indispensables (blé, riz) et non comme des produits d'exportation soumis à de possibles fluctuations. Pour les autres produits, la diversification se fera dans le secteur privé, avec un appui technologique ciblé de l'Etat.

Une conception que l'on retrouve ailleurs avec, au Sénégal, un arrêt progressif aux subventions de la filière exportatrice d'arachides au profit du riz national, pour toucher économiquement le plus grand nombre et limiter le risque macroéconomique d'exposition à un marché inter-

national. « La plus grande des indépendances est l'indépendance alimentaire », a déclaré son ministre de l'Agriculture, l'agronome Papa Abdoulaye Seck.

Une autre convergence concerne les zones périurbaines. L'injection de capital en amont et la mise à disposition d'outils logistiques en aval peuvent permettre d'y développer facilement filières et marchés.

Dans les zones très rurales, à l'inverse, il faut une intervention de l'Etat : directe selon Yoginder Alagh, en augmentant les salaires réels par le biais des subventions ciblées au revenu, ce que fait l'actuel gouvernement indien ; plus indirecte, selon Papa Abdoulaye Seck, par l'intermédiaire d'un soutien à « l'actionnariat rural ».

Ce livre, ancré dans l'expérience mais représentatif de débats neufs au sein même des pays émergents, offre des idées pour développer des agricultures émergentes durables, enracinées en leur sol, loin des recettes « structurelles » chères aux Occidentaux. ■

JOËL RUET

J JOËL RUET est chercheur à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri-Sciences Po)